

CODE OF CONDUCT

Code of Conduct pour fournisseurs et partenaires commerciaux



CONTENU

Préambule	3
1. Objectifs et champ d'application	4
2. Exigences fondamentales en matière de durabilité	5
3. Exigences de durabilité en matière de protection de l'environnement	6
4. Exigences de durabilité dans le domaine des droits de l'homme et du droit du travail des collaborateurs	8
5. Exigences de durabilité en matière d'éthique d'entreprise	12
6. Exigences de durabilité pour des chaînes d'approvisionnement responsables	14
7. Contrôle du respect des exigences de durabilité par MAN	15
8. Signalement d'un comportement répréhensible	17
Contact	18

PRÉAMBULE

La conduite des activités de manière responsable est une priorité absolue pour MAN. C'est pourquoi MAN s'est fixé des normes de comportement contraignantes en matière d'éthique dans son Code of Conduct pour collaborateurs (MAN Code of Conduct). Le Code of Conduct MAN s'applique à tous les collaborateurs MAN, indépendamment de leur niveau hiérarchique et de leur fonction. En application du principe de durabilité, MAN est conscient de sa responsabilité vis-à-vis des conséquences économiques, écologiques et sociales de ses actions.

Nous attendons également cela de nos fournisseurs et partenaires commerciaux, en particulier dans les domaines des droits de l'Homme, de la santé et de la sécurité au travail, du droit fiscal et commercial, de la protection de l'environnement et de la lutte contre la corruption. Les fournisseurs et partenaires commerciaux de MAN jouent un rôle essentiel dans la réussite commerciale du groupe. MAN s'efforce de collaborer étroitement avec ses fournisseurs et partenaires commerciaux afin de créer des relations commerciales durables bénéfiques pour les deux parties.

Dans le cadre d'une collaboration en partenariat, MAN offre à ses fournisseurs et partenaires commerciaux une assistance pour l'application de ces exigences, par ex. avec des formations pratiques. Il est recommandé que tous les fournisseurs et partenaires commerciaux utilisent activement ces offres et sources d'informations.

Les exigences suivantes précisent les attentes de MAN vis-à-vis de l'attitude et du comportement des fournisseurs et partenaires commerciaux dans le cadre de leurs activités commerciales. Elles constituent la base d'une gestion réussie et responsable de nos relations commerciales.

Aux fins du présent Code of Conduct, « **MAN** » ou « **nous** », selon le cas, désigne MAN Truck & Bus SE ou une filiale directe ou indirecte de MAN Truck & Bus SE ainsi que MAN Finance and Holding S.A. (MFH), y compris toutes les entreprises contrôlées actuellement ou à l'avenir par MFH.

« Contrôle » désigne la propriété ou le contrôle direct ou indirect de plus de cinquante pour cent (50 %) des droits de vote ou le pouvoir de déterminer et d'organiser la direction ou les directives d'une société ou d'une autre entité, que ce soit par la propriété de titres donnant droit de vote, contractuellement ou autrement.



1. OBJECTIFS ET CHAMP D'APPLICATION

Dans le présent Code of Conduct pour fournisseurs et partenaires commerciaux (ci-après « Code of Conduct »), MAN a formulé ses exigences et ses attentes vis-à-vis des fournisseurs et partenaires commerciaux de MAN en matière de durabilité (ci-après « Exigences en matière de durabilité »).

La durabilité comprend le respect des droits de l'Homme, la protection de l'environnement, une conduite éthique et juridiquement irréprochable des affaires et l'approvisionnement responsable en matières premières.

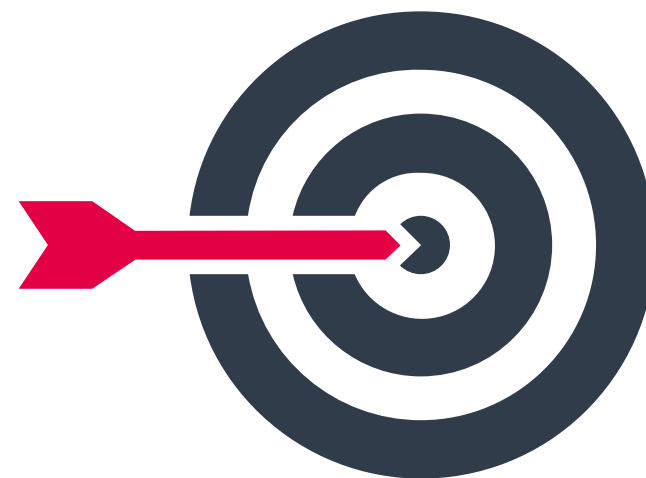
Le Code of Conduct est contraignant pour tous les fournisseurs (c'est-à-dire tous les partenaires contractuels qui fournissent des marchandises, des matériaux ou des services à MAN), ainsi que pour les partenaires commerciaux au sens des partenaires de distribution et de service, ainsi que des autres partenaires B2B en relation avec MAN. Ces parties sont ci-après désignées les « partenaires commerciaux ».

Les partenaires commerciaux s'engagent à transmettre contractuellement ces exigences de durabilité à leurs partenaires commerciaux (en particulier aux fournisseurs) en relation avec la relation contractuelle avec MAN et à veiller, dans la mesure du possible et de ce qui est raisonnable, à ce que ces exigences de durabilité soient appliquées dans la chaîne d'approvisionnement. Les partenaires commerciaux mettent en place des mesures de contrôle appropriées pour vérifier les exigences de durabilité communiquées.

Dans les cas où des obligations contractuelles individuelles dérogeant à ces principes sont convenues avec les partenaires commerciaux, celles-ci sont prioritaires.

Les exigences en matière de durabilité s'appuient, entre autres, sur les dix principes du Pacte mondial des Nations unies (ONU), les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme, les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les Principes directeurs de l'OCDE relatifs à la mise en œuvre de la diligence raisonnable pour promouvoir des chaînes d'approvisionnement responsables pour les minéraux provenant de zones de conflit et à haut risque et les Conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT), en particulier les droits fondamentaux au travail et les principes directeurs de l'initiative Drive Sustainability.

En outre, ce Code of Conduct repose sur des normes reconnues au niveau national et international, telles que la Déclaration générale des droits de l'Homme, définie notamment dans le Pacte international sur les droits civils et politiques (PCCPR) et le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels, la Convention de Bâle sur le contrôle des transferts transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination (Convention de Bâle), la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (Convention POP), la Convention de Minamata sur le mercure (convention de Minamata) et le Protocole de Montréal sur les substances appauvrissant la couche d'ozone (Protocole de Montréal).



2. EXIGENCES FONDAMENTALES EN MATIÈRE DE DURABILITÉ

Généralités

MAN considère le respect des exigences de durabilité comme essentiel et élémentaire dans ses relations commerciales.

MAN s'attend à ce que les valeurs de ces exigences de durabilité soient intégrées dans les activités quotidiennes par une gestion structurée et compétente du partenaire commercial. La direction des partenaires commerciaux doit identifier, évaluer et former les employés aux exigences légales (entre autres), afin de s'assurer qu'ils respectent ces exigences.

Les partenaires commerciaux doivent toujours se conformer à la législation applicable. Dans la mesure où ces exigences de durabilité vont au-delà des exigences du droit applicable, elles doivent également être respectées.

Les exigences obligatoires de ce Code of Conduct sont complétées par d'autres recommandations et remarques dans des zones de texte séparées.

Création et application de systèmes de management

Les partenaires commerciaux disposant de sites de production de plus de 100 employés doivent présenter pour ces sites une certification selon la norme internationale ISO 14 001 ou le règlement EMAS de l'Union européenne.

Les partenaires commerciaux qui ont des sites de production de plus de 1 000 employés doivent également se faire certifier pour ces sites selon la norme internationale ISO 45 001 ou une norme comparable.

Déclaration d'entreprise

Les partenaires commerciaux établissent une déclaration d'entreprise (par ex. un Code of Conduct) qui les engage à respecter des normes sociales, éthiques et environnementales. Cette déclaration doit être rédigée dans des langues compréhensibles par le personnel local.

Responsables de la durabilité

Les partenaires commerciaux sont invités à désigner un responsable de la durabilité ou un représentant similaire qui rend compte à la direction du partenaire commercial concerné. Le responsable doit développer des objectifs et des mesures de durabilité dans l'entreprise.

Formations

Afin d'aider ses partenaires commerciaux à respecter les exigences de durabilité, MAN propose à ses partenaires commerciaux différents formats de formation gratuits. La participation à ces formations peut être obligatoire, en fonction du résultat d'une analyse de risques préalablement réalisée pour les partenaires commerciaux. Les partenaires commerciaux peuvent être dispensés d'une formation obligatoire si une preuve de participation à une formation similaire auprès d'un fournisseur tiers est fournie.

REMARQUE

Pour les partenaires de distribution de plus de 100 employés, nous recommandons également l'adhésion à la norme internationale ISO 14001 ou l'orientation sur le site ISO 14001.

Les partenaires commerciaux qui emploient moins de 1 000 personnes sur leurs sites doivent avoir pour objectif la mise en place de systèmes de gestion internes ou, le cas échéant, des certifications nationales/sectorielles spécifiques.

Pour les partenaires de distribution disposant d'ateliers, nous recommandons également d'adhérer à la norme internationale ISO 45001 ou l'orientation sur la norme ISO 45001.

REMARQUE

Il est recommandé aux partenaires commerciaux de développer leurs propres programmes de formation afin d'améliorer la définition des politiques, la mise en œuvre des processus et la communication des attentes vis-à-vis de leurs employés. Les partenaires commerciaux doivent former continuellement leurs collaborateurs.

3. EXIGENCES DE DURABILITÉ EN MATIÈRE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Les partenaires commerciaux doivent connaître et respecter la politique environnementale du TRATON GROUP, stipulée dans la Environmental Policy Statement TRATON (déclaration environnementale de).

Émissions de gaz à effet de serre

Les partenaires commerciaux prennent les mesures appropriées pour réduire les émissions atmosphériques qui présentent un risque pour l'environnement et la santé, y compris les émissions de gaz à effet de serre. Afin d'améliorer l'impact environnemental de leurs produits et services, les partenaires commerciaux veillent à réduire de manière proactive les émissions de gaz à effet de serre tout au long de la chaîne de valeur, par exemple en recourant davantage à des sources d'énergie neutres en carbone.

REMARQUE

En outre, nous recommandons à nos partenaires commerciaux de se fixer des objectifs de réduction des émissions fondés sur la science et fixés dans le temps, ainsi que des objectifs d'utilisation des énergies renouvelables alignés sur l'Accord de Paris, et de prendre des mesures pour promouvoir la décarbonisation tout au long de la chaîne de valeur.

Nous recommandons également à nos partenaires commerciaux de s'engager dans l'Accord de Paris et d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

Les partenaires commerciaux qui fournissent des produits à MAN transmettent sur demande des informations sur la consommation d'énergie totale en MWh et les émissions de CO₂ en tonnes (Scope 1, 2 et 3) concernant leurs produits à MAN, afin que MAN puisse améliorer les indicateurs environnementaux de ses produits.

Efficacité des ressources

Les partenaires commerciaux prennent les mesures appropriées pour garantir une utilisation efficace de l'énergie, de l'eau et des matières premières, l'utilisation de ressources renouvelables et la réduction maximale des dommages environnementaux et sanitaires.

Enregistrement, évaluation et restriction des substances et matières premières

Les partenaires commerciaux mettent en œuvre des mesures appropriées afin d'éviter ou d'interdire l'utilisation de substances et de matériaux ayant des effets néfastes sur l'environnement ou la santé (par ex. substances cancérigènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction) dans le cadre des dispositions applicables et en tenant compte des prescriptions MAN en vigueur.

Les partenaires commerciaux sont tenus d'agir conformément aux exigences des conventions internationales et autres instruments juridiques régissant la fabrication, l'utilisation, la manipulation et l'élimination de certaines substances (en particulier les exigences de la Convention de Minamata du 10 octobre 2013 sur le mercure, de la Convention de Stockholm du 23 mai 2001 sur les polluants organiques persistants

(POP)), ainsi que conformément aux dispositions d'application nationales et supranationales en vigueur.

Dans les fonderies et les raffineries d'étain, de tungstène, de tantale et d'or, les partenaires commerciaux peuvent uniquement utiliser des matières premières qui répondent aux exigences du « Guide de l'OCDE sur le respect des obligations de diligence pour la promotion de chaînes d'approvisionnement responsables pour les minéraux provenant de zones de conflit et à haut risque » et qui ont été vérifiées par la Responsible Mineral Initiative (RMI) ou des organisations similaires.

Les partenaires commerciaux doivent prendre des mesures appropriées et raisonnables pour exclure de leurs chaînes d'approvisionnement les matières premières issues de l'exploitation minière en mer profonde.



3. Exigences de durabilité en matière de protection de l'environnement

Économie circulaire et gestion des déchets

Les partenaires commerciaux prennent des mesures appropriées et raisonnables pour réaliser la prévention des déchets, la réutilisation des ressources, le recyclage et l'élimination sûre et écologique des déchets résiduels, des produits chimiques et des eaux usées.

Ces mesures peuvent notamment être prises lors du développement, de la production, pendant la durée de vie du produit, puis lors du recyclage en fin de vie et dans d'autres activités. Les partenaires commerciaux respectent également les conventions internationales relatives aux transferts transfrontaliers de déchets dangereux, en particulier la Convention de

Bâle du 22 mars 1989 sur le contrôle des transferts transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination, ainsi que les dispositions d'application nationales et supranationales correspondantes.

Eau

Les partenaires commerciaux prennent des mesures appropriées et raisonnables pour réduire autant que possible la consommation d'eau sur leurs sites et/ou le long de leurs propres chaînes d'approvisionnement, en accordant une priorité aux régions pauvres en eau. Remplacement: Le droit d'accès à l'eau doit être respecté à tout moment.

Les partenaires commerciaux qui fournissent des produits à MAN mettent à disposition de MAN, sur demande, des informations sur la consommation totale d'eau douce du produit en question.

Biodiversité

La protection de l'écosystème naturel, en particulier la protection des habitats sauvages menacés, et l'utilisation durable des ressources naturelles doivent être assurées.

Les partenaires commerciaux doivent s'efforcer de s'assurer que les chaînes d'approvisionnement sont exemptes de déforestation et de transformation, conformément à la législation applicable et aux réglementations internationales en matière de biodiversité. Ces réglementations internationales comprennent, par exemple, les décisions et recommandations sur la biodiversité du Centre pour la diversité biologique (CBD) et de l'Union mondiale de la nature (UICN).

REMARQUE

Dans la mesure où cela est techniquement possible et économiquement judicieux, les partenaires commerciaux doivent utiliser des matières premières secondaires dans leurs processus. Les partenaires commerciaux doivent connaître le pourcentage de composants recyclés dans leurs produits et mettre ces informations à la disposition de MAN sur demande.

Outre le respect de ces principes, les partenaires commerciaux doivent s'efforcer de suivre et de promouvoir des systèmes circulaires. Cela peut généralement être réalisé en fermant la boucle des matériaux, en optimisant la durée de vie des produits et en améliorant leur utilisation.

REMARQUE

Les mesures appropriées permettent notamment de réduire efficacement la consommation d'eau, réutiliser et recycler l'eau et traiter les eaux usées de manière responsable et efficace afin de protéger l'environnement et d'améliorer la qualité globale de l'eau.

Les partenaires commerciaux doivent s'efforcer, si nécessaire, de fournir aux personnes affectées par leurs activités commerciales un accès à de l'eau sûre, acceptable et abordable, en quantités suffisantes pour un usage personnel.

TRAITEMENT ÉTHIQUE DES ANIMAUX

Les partenaires commerciaux doivent soutenir et promouvoir le traitement éthique et approprié des animaux.

4. EXIGENCES DE DURABILITÉ DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DU DROIT DU TRAVAIL DES COLLABORATEURS

Les partenaires commerciaux s'engagent à respecter les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) dans leur version en vigueur, en particulier les principes et droits fondamentaux au travail et les lois fédérales, nationales et locales applicables.

Abolition du travail des enfants et protection des jeunes travailleurs

Les partenaires commerciaux doivent respecter les exigences d'âge minimum pour l'emploi dans leurs activités commerciales et leur chaîne d'approvisionnement. Ils veillent notamment à ce que l'âge minimum d'admission à l'emploi soit fixé conformément à la législation en vigueur et, en tout état de cause, ne soit pas inférieur à l'âge minimum fixé par la convention de l'OIT de 1973 (no 138) sur l'âge minimum. Ils veillent également à ce que le travail des enfants et l'exploitation des enfants, y compris les pires formes de travail des enfants au sens de la Convention de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants de 1999 (no 182), ne se produisent pas.

Interdiction de l'esclavage moderne, du trafic d'êtres humains et du recrutement contraire à l'éthique

Les partenaires commerciaux doivent prendre des mesures appropriées et raisonnables pour éliminer l'esclavage, le travail forcé et le travail obligatoire conformément aux lois fédérales, nationales et locales applicables et aux termes de la Convention de l'OIT sur le travail forcé de 1930 (no 29) et de la Convention de l'OIT sur l'abolition du travail forcé de 1957 (no 105); cela inclut tout travail ou service demandé par une personne sous peine de sanction et que cette personne n'a pas proposé volontairement, y compris les exceptions

énoncées dans la Convention de l'OIT sur le travail forcé de 1930 (no 29) et dans le Pacte international sur les droits civils et politiques (« PCCPR »). En outre, les partenaires commerciaux doivent prendre des mesures appropriées pour éliminer toutes les formes d'esclavage moderne et de trafic d'êtres humains dans leur propre domaine de responsabilité et tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Les partenaires commerciaux veillent à ce que les relations de travail soient fondées sur le volontariat et puissent être résiliées par les collaborateurs de leur propre initiative et dans le respect d'un délai raisonnable.

Lors de leur embauche, les employés des partenaires commerciaux reçoivent un contrat conforme à la loi applicable, établi sous une forme suffisamment documentée (par exemple, écrite ou électronique), rédigé dans une langue qu'ils comprennent et dans lequel leurs droits et obligations sont exposés de manière véridique et claire.

En outre, les partenaires commerciaux ne doivent pas tromper les employés potentiels sur la nature du travail, exiger des frais d'embauche ou des frais de transport déraisonnables de la part de leurs employés et/ou saisir, détruire, dissimuler et/ou refuser l'accès aux passeports et autres pièces d'identité des employés délivrés par le gouvernement et/ou restreindre la liberté de mouvement des employés ou exiger des employés sans raison commerciale; d'utiliser involontairement l'hébergement fourni par l'entreprise.

Protection de l'intégrité physique, interdiction de tout type de punition physique

Les partenaires commerciaux accordent la plus grande importance à la protection de l'intégrité physique et prennent les mesures appropriées pour garantir le respect de ce droit protégé par la loi. En outre, les partenaires commerciaux s'abstiennent de toute participation à la torture ou à tout traitement ou sanction cruel, inhumain ou humiliant en vertu de la CCPI. Les partenaires commerciaux s'assurent, dans leur domaine d'activité et tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, que toute implication, y compris la participation à des enlèvements, tortures, meurtres ou actes similaires, est exclue et qu'aucune sanction physique n'est appliquée dans le cadre de leurs pratiques disciplinaires. En outre, les partenaires commerciaux s'assurent, dans leur propre domaine d'activité et tout au long de la chaîne d'approvisionnement, que d'autres violations graves des droits de l'Homme et abus tels que les violences sexistes et sexuelles, ainsi que les crimes de guerre ou autres violations graves du droit international humanitaire, les crimes contre l'humanité ou le génocide sont exclus.



4. Exigences de durabilité dans le domaine des droits de l'Homme et des droits du travail des collaborateurs

Rémunération et avantages sociaux

Les partenaires commerciaux versent à leurs collaborateurs un salaire raisonnable. Le salaire raisonnable correspond au moins au salaire minimum fixé par la loi en vigueur. Dans le cas contraire, il est mesuré en vertu de la loi du lieu d'emploi. Ce salaire doit, dans la mesure du possible, couvrir au moins les besoins fondamentaux des travailleurs et permettre un niveau de vie raisonnable pour les travailleurs et leurs familles (salaire de sécurité d'existence). Les partenaires commerciaux sont tenus de payer les employés directement, intégralement et dans les délais.

Santé et sécurité au travail, protection incendie

Les partenaires commerciaux respectent les lois applicables en matière de droit du travail, de protection de la santé et de protection contre les incendies. Les partenaires commerciaux mettent en place un processus permettant de réduire continuellement les risques liés à la santé et à la sécurité au travail et d'améliorer la sécurité au travail, la santé et la protection contre les incendies. Les mesures de protection du travail ne doivent pas entraîner de coûts pour les employés.

Les partenaires commerciaux doivent notamment s'assurer des points suivants :

- Information des employés des dangers identifiés et des mesures préventives et correctives associées pour minimiser les risques dans une langue appropriée.
- Mise en œuvre des mesures de qualification suffisantes pour prévenir les problèmes de santé liés au travail et les

accidents du travail, les premiers secours, la gestion des produits chimiques et la protection contre les incendies.

- Mise à disposition gratuite des équipements et des vêtements de protection appropriés.
- Mise en place des mesures de protection contre les incendies appropriées (techniques, structurelles et/ou organisationnelles) pour réduire les dommages en cas d'incendie.
- Surveillance et contrôle des risques liés à la santé et à la sécurité au travail (par ex. risques chimiques, biologiques, physiques et physiologiques) ainsi que les mesures de protection correspondantes.
- Étiquetage des produits chimiques utilisés conformément au Système mondial harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (SGH) ou, dans les pays européens, conformément à la réglementation sur la classification, l'étiquetage et l'emballage (CLP). Les produits chimiques doivent être stockés, transportés et manipulés conformément aux exigences légales et contractuelles applicables.
- Élaboration complète des plans d'urgence appropriés et garantie des premiers secours, de la protection contre les incendies et de l'aide médicale appropriés, ainsi que mise à disposition du matériel et du transport appropriés pour le traitement ultérieur.

- Mise en place d'un nombre adéquat de sorties de secours, d'issues de secours et de points de rassemblement, avec une signalisation suffisante à tout moment.

En cas d'accident, les premiers secours et les soins médicaux doivent être prodigués. En cas de risques sanitaires tels que les pandémies, les partenaires commerciaux prennent toutes les mesures nécessaires pour protéger leurs employés et la société. Toutes les mesures édictées par les autorités locales doivent être respectées dans leur intégralité.

Temps de travail

Les partenaires commerciaux s'assurent que les heures de travail sont conformes aux lois nationales, étatiques et locales applicables et/ou aux exigences nationales du secteur économique concerné. Dans tous les cas, le temps de travail doit être conforme aux normes de l'OIT en matière de temps de travail.

Conditions de travail et de vie

Les partenaires commerciaux mettent des toilettes et de l'eau potable à la disposition de leurs employés. Tous les équipements mis à disposition pour la consommation et la préparation de denrées alimentaires ainsi que pour le stockage de denrées alimentaires répondent aux exigences minimales d'hygiène en vigueur. Si la nature du travail nécessite la mise à disposition de chambres à coucher pour les employés, un espace suffisant, une propreté et une sécurité suffisantes doivent être assurées. L'accès ne doit pas être restreint de manière inappropriée.

4. Exigences de durabilité dans le domaine des droits de l'Homme et des droits du travail des collaborateurs

Pas d'impact sur la terre, l'eau et l'air

Les partenaires commerciaux s'assurent qu'ils ne causent pas de changements nocifs au sol, de pollution de l'eau, de pollution de l'air, d'émissions sonores nocives ou de consommation excessive d'eau susceptibles d'affecter de manière significative les ressources naturelles d'alimentation et d'eau potable ou la santé d'une personne.

Pas d'expulsion forcée

Les partenaires commerciaux respectent l'interdiction d'expulsion forcée illégale et l'interdiction du retrait illégal de terres, de forêts et d'eaux lors de l'acquisition, de l'aménagement ou de toute autre utilisation de terres, de forêts et d'eaux.

Défenseurs des droits de l'Homme

Les partenaires commerciaux ne doivent pas tolérer ou exercer de menace, d'intimidation ou de violence à l'encontre des défenseurs des droits de l'Homme ou de l'environnement, y compris ceux qui exercent leur droit à la liberté d'expression, à la liberté d'association, à l'assemblée pacifique et à la protestation contre les activités commerciales des partenaires commerciaux. Ils garantissent l'accès à leurs canaux de réclamation sans menace ni représailles.

Liberté d'association et négociation collective

Les partenaires commerciaux reconnaissent le droit de tous les employés de créer et d'adhérer à des syndicats et à des représentants des travailleurs. Dans ce contexte, les partenaires commerciaux s'engagent à préserver la neutralité. Cela exclut toute forme de discrimination ou de représailles en raison des activités syndicales. Les partenaires commerciaux reconnaissent le droit de négociation collective ainsi que le droit des syndicats d'agir librement et conformément au droit du lieu d'emploi. Ce droit comprend notamment le droit de grève.

REMARQUE

Si ce droit est limité par les lois applicables, d'autres moyens légitimes d'établir une représentation des travailleurs doivent être encouragés.

Les partenaires commerciaux doivent promouvoir le dialogue social et sociétal, dans la mesure du possible sur la base de négociations collectives, afin de s'assurer que les horaires de travail sont dignes et compatibles avec la santé.

REMARQUE

Les partenaires commerciaux doivent respecter les principes volontaires en matière de sécurité et de droits de l'Homme, tels que définis par l'initiative Voluntary Principles (2000), dans la mesure où ils sont applicables.

4. Exigences de durabilité dans le domaine des droits de l'Homme et des droits du travail des collaborateurs

Pas de discrimination ni de harcèlement

Les partenaires commerciaux veillent à ce qu'aucune forme de discrimination, d'intimidation ou de harcèlement injustifiée ne soit exercée à l'encontre de leurs employés dans l'environnement de travail. Est interdite toute inégalité de traitement, notamment en raison de l'origine ethnique ou sociale, de la couleur de peau, du sexe, de l'identité ou de l'expression de genre, de l'orientation sexuelle, de la nationalité, du statut d'immigration, du statut de vétéran ou militaire, de la langue, de la religion ou d'autres convictions, des handicaps physiques ou mentaux, de l'état de santé, de l'âge, du contexte social, de l'état civil, de la grossesse/parentalité, de l'appartenance syndicale ou des opinions politiques – dans la mesure où elles reposent sur des principes démocratiques et la tolérance envers les personnes qui pensent différemment – ou d'autres caractéristiques protégées par la loi, sauf si cela est justifié par les conditions d'emploi. L'inégalité de traitement comprend notamment le paiement d'une rémunération inégale pour un travail équivalent.

Déploiement des forces de sécurité

Les partenaires commerciaux accordent la priorité à la protection des personnes lors de la mise en œuvre de mesures de sécurité et il est attendu que l'engagement ou l'utilisation d'agents de sécurité n'entraîne pas de violation des droits de l'Homme. Les forces de sécurité doivent respecter la protection de la santé, du corps et de la vie ainsi que le droit à l'organisation et à la liberté d'association et s'abstenir de toute torture ou traitement inhumain ou dégradant. Les partenaires commerciaux s'assurent qu'ils ne contribuent pas, directement ou indirectement, à soutenir les forces de sécurité privées ou publiques qui exercent illégalement le contrôle des sites miniers, des itinéraires de transport et des acteurs en amont de la chaîne d'approvisionnement.

Minorités, populations vulnérables et indigènes

Les partenaires commerciaux respectent les droits des minorités, des groupes vulnérables et des communautés locales à des conditions de vie dignes, y compris le droit à la terre, à l'accès aux eaux et à d'autres ressources naturelles, ainsi que le droit de pratiquer leur culture.

DIVERSITÉ ET INCLUSION

Les partenaires commerciaux doivent développer et promouvoir une culture inclusive qui valorise la diversité. La diversité doit être encouragée chez tous les collaborateurs à tous les niveaux hiérarchiques.

Les partenaires commerciaux veillent à ce que tous les employés puissent apporter leur pleine contribution et atteindre leur plein potentiel, ainsi qu'à assurer un équilibre sain entre vie professionnelle et vie privée.

Les partenaires commerciaux sont invités à encourager la collaboration avec divers partenaires commerciaux dirigés ou détenus par des groupes minoritaires et des femmes.

5. EXIGENCES DE DURABILITÉ EN MATIÈRE D'ÉTHIQUE D'ENTREPRISE

Les partenaires commerciaux agissent à tout moment avec intégrité et prennent des mesures appropriées et appropriées pour remédier aux infractions constatées.

Prévention des conflits d'intérêt

Les partenaires commerciaux prennent leurs décisions exclusivement sur la base de critères objectifs et ne doivent pas se laisser influencer par des intérêts ou relations étrangers.

Prévention de la corruption

Les partenaires commerciaux refusent et empêchent toute forme de corruption, y compris les « paiements de facilitation » (paiements de facilitation pour des actes officiels de routine). Les partenaires commerciaux veillent à ce que leurs employés, sous-traitants et représentants n'accordent, n'offrent ni n'acceptent de pots-de-vin, de facilitations, de dons illicites ou d'autres paiements ou avantages illicites de la part de clients, de fonctionnaires ou d'autres tiers. Cela inclut tous les avantages indus offerts directement ou indirectement sous forme de cadeaux, de marques d'hospitalité ou d'invitations pour influencer de manière inappropriée des tiers. Les partenaires commerciaux n'exigent ni n'acceptent de tels avantages.

Dans leurs relations avec les gouvernements, les autorités et les institutions publiques, les partenaires commerciaux respectent systématiquement les exigences légales strictes. Lorsqu'ils participent à un appel d'offres public, ils respectent les dispositions légales et les règles de libre et loyale concurrence.

Les partenaires commerciaux n'emploient que des consultants ou des représentants conformément aux lois applicables. Ils veillent en particulier à ce que les consultants ou représentants ne soient rémunérés que pour les services de conseil et d'intermédiation effectivement fournis et que les paiements soient conformes à la prestation fournie.

Libre concurrence

Les partenaires commerciaux respectent la concurrence loyale et libre ainsi que les lois sur la concurrence et les ententes en vigueur. En particulier, ils ne doivent pas conclure d'ententes ou d'accords anticoncurrentiels avec des concurrents, des fournisseurs, des clients ou d'autres tiers, ni abuser d'une éventuelle position dominante sur le marché. Les partenaires commerciaux veillent à ce qu'aucun échange d'informations sensibles en matière de droit de la concurrence ni aucun comportement ne restreigne ou ne puisse venir restreindre la concurrence de manière illicite dans le cadre de leur domaine d'activité.

Contrôles des importations et des exportations

Les partenaires commerciaux veillent au respect de toutes les dispositions légales applicables en matière d'importation et d'exportation de marchandises, de services et d'informations. En outre, les listes de sanctions applicables doivent être prises en compte.

Les partenaires commerciaux veillent à ce que tous les impôts, taxes et droits de licence perçus en relation avec l'extraction, le commerce et l'exportation de minéraux dans les zones de conflit et les zones à haut risque soient payés conformément à la législation applicable.

Prévention du blanchiment d'argent

Les partenaires commerciaux entretiennent uniquement des relations commerciales avec des tiers dont ils sont convaincus de l'intégrité. Ils veillent au respect des dispositions légales applicables en matière de lutte contre le blanchiment d'argent dans leurs activités commerciales.

Droits de propriété intellectuelle

Les partenaires commerciaux respectent les droits de propriété intellectuelle et protègent les données correspondantes.

Protection des informations confidentielles

Les partenaires commerciaux veillent à ce que les données sensibles (secrets commerciaux et données à caractère personnel) soient collectées, traitées, stockées et supprimées de manière appropriée et conforme à la loi. Les partenaires commerciaux engagent leurs collaborateurs en conséquence. Les données sensibles ne doivent pas être transmises à des tiers ou rendues accessibles sous une autre forme sans l'autorisation nécessaire et doivent être protégées dans cette mesure.

Utilisation de l'intelligence artificielle

La protection et la sécurité des données sont des conditions de base pour l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA). Les partenaires commerciaux s'assurent que tous les développements basés sur l'IA sont soumis aux lois et réglementations applicables.

Les systèmes d'IA doivent toujours être fiables et non discriminatoires. Les applications d'IA sont contrôlées par l'humain.

5. Exigences de durabilité en matière d'éthique d'entreprise

Pas de soutien aux groupes armés

Les partenaires commerciaux excluent que leur activité contribue directement ou indirectement au soutien de groupements armés non gouvernementaux.

Divulgaration et information

Les partenaires commerciaux recueillent des informations sur leurs activités commerciales, leurs méthodes de travail, leurs mesures de santé, de sécurité et d'environnement. Ces informations sont mises à disposition par MAN sur demande, dans la mesure où la transmission n'enfreint pas les exigences légales. Les partenaires commerciaux publient des informations commerciales et rendent compte de leurs activités commerciales de manière véridique et conformément aux lois applicables.

Protection des données

Les partenaires commerciaux se conforment à toutes les lois applicables en matière de protection des données à caractère personnel des employés, des clients, des fournisseurs et des autres parties concernées.

Gestion des biens de la société

Les partenaires commerciaux respectent les actifs matériels et immatériels de MAN et ne les utilisent pas à des fins déloyales ou non commerciales. Ils veillent à ce que leurs collaborateurs ainsi que les tiers qu'ils mandatent dans le cadre de la relation commerciale (tels que les sous-traitants ou les représentants) n'endommagent pas et n'abusent pas des actifs de MAN, c'est-à-dire qu'ils n'utilisent pas ces actifs à l'encontre des intérêts de MAN.

Sécurité des produits

Les partenaires commerciaux se conforment à toutes les réglementations et exigences légales applicables en matière de sécurité des produits, en particulier les exigences légales relatives à la sécurité, à l'étiquetage et à l'emballage des produits, ainsi qu'à l'utilisation de substances et de matériaux dangereux.

Sécurité de la chaîne d'approvisionnement internationale

Les partenaires commerciaux doivent s'assurer que les locaux commerciaux et les zones de chargement et d'expédition dans lesquels les produits sont fabriqués, stockés, préparés, chargés et transportés pour MAN sont protégés contre tout accès non autorisé au sein d'une chaîne d'approvisionnement sécurisée et que tous les collaborateurs sont fiables.



6. EXIGENCES DE DURABILITÉ POUR DES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT RESPONSABLES

Transparence

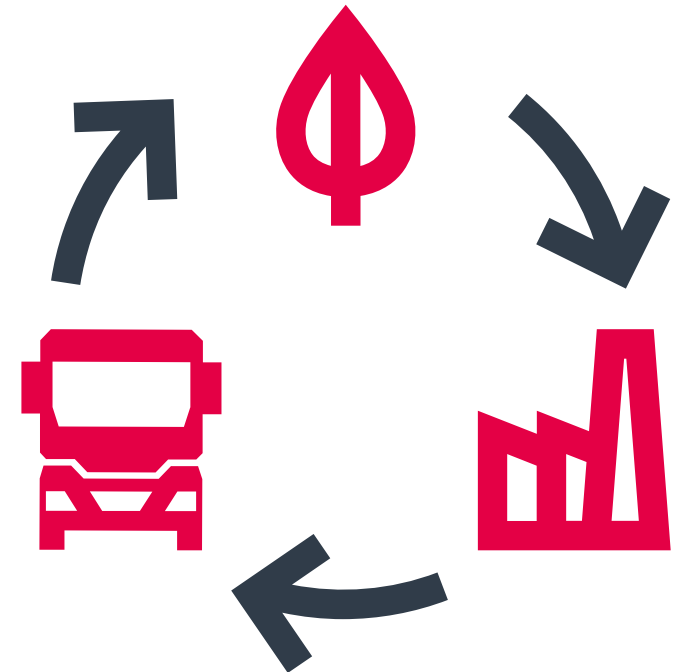
Afin d'identifier et d'atténuer les risques en matière de durabilité dans la chaîne d'approvisionnement, les partenaires commerciaux de MAN transmettent ouvertement, sur demande, les informations relatives à leurs chaînes d'approvisionnement dont MAN a besoin pour remplir ses obligations légales. Les partenaires commerciaux sont également tenus d'imposer à leurs fournisseurs une obligation de divulgation correspondante, qui doit être communiquée systématiquement.

Il peut notamment être exigible de la part des partenaires commerciaux qu'ils divulguent à MAN leur chaîne d'approvisionnement jusqu'à l'origine du matériau (y compris les interfaces telles que les fonderies et les raffineries) et fournissent des preuves des systèmes de gestion ou des vérifications par des tiers qui excluent ou atténuent les risques de durabilité dans la chaîne d'approvisionnement.

Chaînes d'approvisionnement des matières premières

En raison de l'impact considérable sur l'Homme et la planète, il existe un devoir de diligence particulier pour tous les acteurs de la chaîne, en particulier dans les chaînes d'approvisionnement en matières premières, en ce qui concerne le respect des droits de l'Homme et la protection de l'environnement.

Par conséquent, les partenaires commerciaux doivent en particulier respecter leurs obligations de diligence conformément au « Guide de l'OCDE sur le respect de l'obligation de diligence pour la promotion de chaînes d'approvisionnement responsables pour les minéraux provenant de zones de conflit et à haut risque » en ce qui concerne les matières premières concernées.



7. CONTRÔLE DU RESPECT DES EXIGENCES DE DURABILITÉ PAR MAN

Principes

MAN se réserve le droit de contrôler le respect des exigences de durabilité par des moyens appropriés et raisonnables avant l'attribution d'une nouvelle commande ainsi que pendant toute la durée de la relation commerciale, de manière régulière, aléatoire ou occasionnelle.

Cette vérification peut par exemple être effectuée au moyen d'une évaluation des risques du secteur d'activité concerné du partenaire commercial, de l'auto-certification du partenaire commercial et/ou par le recours à des experts sur site (vérification sur site). Une telle vérification sur site n'est effectuée qu'en présence de représentants des partenaires commerciaux pendant les heures normales d'ouverture et dans le respect de la législation applicable, en particulier en ce qui concerne la protection des données.

Les partenaires commerciaux prennent des mesures appropriées et raisonnables qui accordent également à MAN le droit d'effectuer des contrôles correspondants auprès de leurs partenaires commerciaux, dans la mesure où cela est nécessaire au respect des obligations légales.

Contrôle avant la conclusion du contrat

Dans la mesure où des risques en matière de durabilité sont constatés dans le cadre de contrôles précontractuels, les mesures qui en découlent sont obligatoires pour le contrat conclu. Dans ce cas, le partenaire commercial est tenu, dès la conclusion du contrat, d'examiner toute violation constatée ou imminente des exigences en matière de durabilité dans son propre secteur d'activité ou dans sa chaîne d'approvisionnement dans un délai raisonnable et d'y remédier sans frais supplémentaires pour MAN.

Le résultat des contrôles précontractuels du respect des exigences en matière de durabilité constitue un critère pertinent pour l'attribution.

Violation des exigences de durabilité chez un partenaire commercial

En cas de violation survenue ou imminente des exigences de durabilité chez le partenaire commercial, MAN est en droit de prendre immédiatement des mesures appropriées pour prévenir, mettre fin à cette violation ou réduire son ampleur.

Dans ce cas, le partenaire commercial est tenu de prendre toutes les mesures raisonnables pour prévenir, mettre fin à cette violation ou réduire son ampleur.

Le partenaire commercial participera à un ou plusieurs formats de formation de MAN, dans la mesure où la participation à la formation peut entraîner la fin ou la réduction de la violation.

Si la violation est telle qu'elle ne peut pas être résolue dans un délai prévisible, le partenaire commercial doit immédiatement élaborer et mettre en œuvre une stratégie de résolution ou de réduction de la violation (y compris un calendrier concret). Dans la mesure où la loi l'exige, MAN doit participer de manière appropriée à l'élaboration de la stratégie.



7. Contrôle du respect des exigences de durabilité par MAN

Non-respect des exigences de durabilité dans la chaîne d'approvisionnement du partenaire commercial

S'il existe des indices réels qui laissent supposer une violation d'une obligation relative aux droits de l'Homme ou envers l'environnement dans la chaîne d'approvisionnement en amont (pour les fournisseurs indirects de MAN) (sur la base de connaissances fondées), le partenaire commercial doit, en fonction des circonstances, immédiatement :

1. participer à une analyse des risques de MAN,
2. mettre en place des mesures de prévention appropriées vis-à-vis du partenaire commercial concerné, et
3. assister MAN de manière appropriée dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de prévention, de résiliation ou de réduction de l'ampleur de la violation.

Autres conséquences

Si un partenaire commercial enfreint les exigences de durabilité ou ne les respecte pas, MAN se réserve le droit de prendre des mesures appropriées pour protéger ses droits, telles que :

- l'invitation à mettre en œuvre des mesures d'amélioration,
- l'examen des améliorations/mesures mises en évidence,
- le raccordement de nouvelles commandes et
- la résiliation du contrat jusqu'à la résiliation extraordinaire.

MAN peut renoncer à l'exercice de son droit de résiliation si le partenaire commercial peut assurer de manière crédible et prouver qu'il a immédiatement pris des contre-mesures pour éviter de futures infractions similaires.

8. SIGNALEMENT D'UN COMPORTEMENT RÉPRÉHENSIBLE

Les comportements répréhensibles doivent être détectés à temps, traités et corrigés sans délai afin de protéger les collaborateurs, les partenaires commerciaux, les tiers et MAN. Cela nécessite l'attention de tous et la volonté d'attirer l'attention sur d'éventuelles infractions graves aux règles en cas d'indices concrets.

Procédure de réclamation des partenaires commerciaux

Les partenaires commerciaux mettent en place une procédure de réclamation adaptée à leur entreprise.

Le système permet aux employés et aux autres personnes potentiellement concernées de faire part de leurs préoccupations en matière d'éthique commerciale, de droits de l'Homme ou de l'environnement de manière anonyme, confidentielle et sans crainte de représailles.

Les partenaires commerciaux ne doivent pas entreprendre d'actions qui empêchent, bloquent ou compliquent l'accès à la procédure de réclamation. Les partenaires commerciaux s'engagent à transmettre contractuellement les obligations mentionnées à l'alinéa précédent à leurs fournisseurs et à veiller, dans la mesure du possible et raisonnable, à ce que les obligations soient transmises dans la chaîne d'approvisionnement.

Système d'alerte

MAN accorde de l'importance à tous les signalements d'infractions potentielles de la part de partenaires commerciaux, de clients et d'autres tiers.

En cas d'indications concrètes de comportements répréhensibles potentiels de collaborateurs de MAN, de partenaires commerciaux ou de leurs partenaires commerciaux dans le cadre de la collaboration avec MAN, MAN offre à toutes les parties concernées la possibilité de signaler un tel comportement répréhensible au système d'alerte de TRATON.

Vous trouverez toutes les informations et les voies de signalement sur le site Internet de MAN sous Compliance & Risk | MAN Truck & Bus

Les partenaires commerciaux accordent à leurs collaborateurs un accès libre au système d'alerte éthique de TRATON mis en œuvre par MAN et n'effectuent aucune action qui entrave, bloque ou complique l'accès. Les partenaires commerciaux s'engagent à transmettre contractuellement les obligations énoncées dans l'alinéa précédent à leurs fournisseurs et, dans la mesure du possible et raisonnable, à s'assurer que les obligations sont transmises dans la chaîne d'approvisionnement.

REMARQUE

Le canal de réclamation doit s'appuyer sur les critères d'efficacité du Principe directeur 31 des Nations Unies relatif aux entreprises et aux droits de l'Homme et couvrir l'entreprise et la chaîne d'approvisionnement.

REMARQUE

Le système d'alerte éthique de TRATON comprend le processus d'enquête à l'échelle du groupe, y compris les canaux d'alerte mis à disposition. Dans le cadre d'une procédure équitable et transparente, le dispositif d'alerte professionnelle protège l'entreprise, les personnes concernées et les lanceurs d'alerte.

Le système d'alerte de TRATON est mis à la disposition des collaborateurs, des partenaires commerciaux et des tiers. Il offre la possibilité de s'exprimer via la plateforme de communication en ligne Speak up! (<https://www.bkms-system.net/traton>) avec les collaborateurs de l'Investigation Office de TRATON, ainsi que d'échanger des documents via une messagerie spéciale et de rester en contact. Cette procédure est confidentielle et sécurisée. Les lanceurs d'alerte peuvent choisir de rester anonymes ou d'indiquer leur nom lorsqu'ils soumettent un signalement.



Kontakt:

MAN Truck & Bus SE
Governance, Risk & Compliance
Dachauer Straße 667
80995 München
Allemagne

Version : 3.0

Valable à partir du : 01/01/2024

Version : Décembre 2023

